

6 Société et Culture

Enseignement supérieur/ Point-presse du Snec-UOB et de la Frapes hier à Libreville

Les membres posent leurs conditions

Abel EYEGHE EKORE
Libreville/Gabon

LA reprise des activités pédagogiques annoncée par les autorités rectorales pour hier a été conditionnée par les enseignants-chercheurs membres du Syndicat national des enseignants-chercheurs (Snec) et de la Force de réflexion et d'action pour l'enseignement supérieur (Fraps) par le paiement intégral de plusieurs de leurs prestations. C'est ce qu'a fait savoir le président du Snec-UOB, le Pr Mike Moukala Ndoumou, lors d'un point-presse hier à l'université Omar Bongo (UOB). L'orateur a demandé au gouvernement de prendre ses responsabilités «en respectant leurs engagements, notamment sur le paiement intégral des prestations et la tenue des deuxièmes conseils d'administration, sans laquelle aucune activité pédagogique n'est sus-



Photo : Abel Eyeghe

Le président du Snec-UOB, Pr Mike Moukala Ndoumou (d), au cours de la rencontre avec la presse à l'UOB.

ceptible de démarrer à l'UOB.» Le Pr Moukala Ndoumou a tenu à rappeler les différents défis assignés à l'UOB lors de l'année académique 2018, dont certains n'ont malheureusement pas abouti, faute de mise en application des textes élaborés pourtant tous ensemble. «L'année 2018 a été marquée par l'augmentation des droits d'inscription dans

tous les établissements de l'enseignement supérieur, pour faire face à la modicité du budget alloué par l'État. L'enveloppe engrangée par l'UOB était d'environ 1 milliard 200 millions de francs. Cette somme, selon les propositions du conseil d'administration, devrait servir à améliorer les conditions de travail des étudiants, voire des enseignants-chercheurs. Un plan d'utilisation a été

proposé, qui laissait entrevoir des actions à court terme. A savoir des dépenses en investissements, ainsi que les dépenses de fonctionnement. Et par souci de transparence, un 2e conseil d'administration devait être organisé en fin d'année pour évaluer la gestion qui était faite des sommes obtenues par l'augmentation des droits d'inscription.

Mais à ce jour, rien n'a été fait», s'insurge-t-il. Ajoutant : « nous constatons qu'aucune nomination des nouveaux chefs d'établissements n'a été faite, alors qu'une nouvelle campagne d'inscriptions a démarré pour les anciens et nouveaux étudiants, sans qu'il n'y ait eu un autre conseil d'administration pour évaluer la gestion antérieure

des sommes engrangées. Nous disons tout simplement non. Nous ne pouvons pas démarrer les cours dans ces conditions-là», a-t-il souligné. Invitant les autorités à se pencher sur le cas de l'accroissement de la dette des prestations. «Des enseignants-chercheurs n'ont rien depuis 2015, mais n'ont pas pour autant hypothéqué les activités pédagogiques», a-t-il rappelé.



Photo : Abel Eyeghe

Ce n'était pas la grande affluence hier à la première université du Gabon.

SEEG/Desserte d'eau à Libreville, Owendo et Akanda

Un prolongement de l'étiage de la saison sèche ?

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

Sans aucune explication de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), les usagers soumis à des "délestages" incompréhensibles ne savent plus à quel saint se vouer.

LA problématique d'eau se pose de nouveau avec acuité à Libreville. Une problématique élargie aux communes voisines d'Owendo et d'Akanda. Il suffit juste de sillonner certains quartiers de ces trois communes de la capitale pour s'en rendre compte : bidons et bouteilles d'eau dans des brouettes ou voitures, certains parcourent des quartiers à la recherche du précieux liquide, source de vie. On se souvient que pour pallier la baisse du niveau d'eau consécutive à la saison sèche, un plan d'alternance avait été mis en place par la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG). Au cours d'une visite de presse, en août dernier, il avait été constaté la baisse considérable du niveau d'eau dans les différentes rivières exploitées par la SEEG sur ses installations de Ntoun. Pour justifier la pénurie dont étaient victimes les clients, le directeur "Eau Estuaire", Philippe Nlome Nze, et son équipe avaient posé cette question depuis des mois. Surtout ceux qui ne reçoivent aucune goutte d'eau du robinet. La



Photo : IMM

Des bidons d'eau, le quotidien de la plupart des clients de la SEEG.



Photo : F.B.E.M

Le ministre de l'Eau et de l'Energie, Patrick Eyogho Edzang (costume bleu) visitant des installations de la SEEG.

son est passée depuis, mais le problème de desserte en eau demeure et persiste. En dépit du grand retour des pluies, doit-on encore penser que les rivières Mbè, Saza et Meba ou même la Nzeme continuent de subir une diminution de leur volume d'eau ? Beaucoup de Librevillois se posent cette question depuis des mois. Surtout ceux qui ne reçoivent aucune goutte d'eau du robinet. La

période dite d'étiage étant passée, même des quartiers de Libreville qui naguère ne vivaient pas cette situation, subissent aujourd'hui des coupures intempestives d'eau, sans aucune justification. «Avant, ils nous coupaient l'eau le week-end seulement. Aujourd'hui, même en semaine, on est privé d'eau et cela peut durer des jours, sans aucun avertissement !», s'insurge un habitant de



Photo : R.H.A

Dans certaines zones de la capitale, les consommateurs usent de tous les moyens pour obtenir le précieux liquide.



Photo : R.H.A/ L'Union

Les populations s'interrogent quant à la poursuite de cette période d'étiage qui devrait prendre fin avec le retour des pluies.

Montagne-Sainte, en plein cœur de la capitale. On se souvient que pour résoudre cette problématique, le directeur "Eau Estuaire" avait mis en place

plusieurs stratégies dont celle de l'alternance dans les quartiers impactés. Une solution temporaire, avait-il précisé. Le temps que s'écoule la période d'étiage

marquée par des perturbation du niveau d'eau. « La baisse de production entraîne de facto des baisses de pression et quelques manques d'eau sur le réseau de Libreville », avait justifié M. Nlome Nze. Et dans un récent entretien accordé à l'Union, le ministre de l'Eau et de l'Énergie, Patrick Eyogho Edzang, a fourni des explications qui ne justifient malheureusement pas cette galère que vivent les consommateurs gabonais dans leur majorité. « Depuis que nous avons réquisitionné la SEEG, il y a moins de coupures que lorsque Veolia était aux commandes. Nous avons augmenté le rendement d'eau. Nous étions à 51%, c'est-à-dire que l'eau produite par la SEEG était facturée à quasiment 51%. Donc, lorsque Veolia produisait 1 litre d'eau, elle en facturait 1,5 litre. Aujourd'hui, nous sommes remontés à 56%, ce qui veut dire qu'on a augmenté le rendement de 6%. Même si c'est peu, on l'a toutefois amélioré. Ce qui veut dire qu'un travail positif a été fait. Mais nous devons atteindre le rendement normal, qui est dans les 80% concernant l'eau », avait indiqué le membre du gouvernement. Sur le terrain, les populations ont pourtant l'impression de subir le même stress hydrique. Il manque de plus en plus d'eau dans les robinets dans un pays où il pleut pourtant plus de neuf mois sur douze.